



*Extrait du registre des délibérations n°2025-100***RENOUVELLEMENT D'UNE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE SANTE – NOUVELLE CONVENTION DE PARTICIPATION MUTUALISEE**

Monsieur le Maire rappelle que depuis 2020, la Ville propose aux agents qui le souhaitent un contrat groupe « santé », porté par le Centre de Gestion du Doubs. Ce dispositif permet aux agents adhérents de bénéficier d'une participation financière de la Ville. Après six années d'existence, ce contrat groupe arrivera à échéance le 31 décembre 2025.

Par avis favorable du Comité Social Territorial (CST) en date du 19 février 2025 et du Conseil Municipal du 5 mars 2025, le Centre de Gestion du Doubs a été mandaté pour mener, au nom de la Ville, une consultation auprès des organismes de protection sociale.

Le résultat de cette consultation est désormais connu : la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) a été retenue pour le prochain contrat groupe.

La nouvelle convention de participation proposée (contrat groupe) s'établira sur une durée de 6 ans, à compter du 1er janvier 2026.

Les modalités de participation financière validées par le conseil municipal dans sa séance du 11 décembre 2024 restent applicable, à savoir une prise en charge par la Ville de **30 €** nets par mois et par agent et **5 €** nets par mois et par enfant à charge rattaché au contrat.

Cette proposition a reçu un avis favorable du CST du 8 octobre 2025.

L'exposé du Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** des voix présentes et représentées **AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- Signer la convention de participation (contrat groupe) pour une nouvelle durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026

- **MAINTENIR** les modalités de participation financière en vigueur depuis le Conseil Municipal du 11 décembre 2024

- **DIT** que la présente délibération sera :

- **Transmise** à Monsieur le Sous-Préfet de Montbéliard,
- **Notifiée** à Monsieur le comptable public du Service de Gestion Comptable de Montbéliard,
- **Publiée et affichée** conformément aux textes en vigueur.

*Tout recours contre la présente délibération doit être formulé auprès du Tribunal Administratif compétent dans les deux mois, à partir de sa publicité et/ou sa notification et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.*

**Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.**

Certifié en vertu de,  
  
**Philippe GAUTIER**